

ATTENTION : Cette élection est d'une importance particulière.

Vous allez désigner ceux qui seront chargés de vous défendre devant les commissions administratives paritaires. Or, la pression exercée sur les unités, la nécessité de s'auto-financer, quitte à accepter des dérives thématiques se traduisent par une **pression accrue** sur tous et le réveil des « petits chefs » ou des grands mandarins. Le nombre de procédures pour « **insuffisance professionnelle** » augmente, la mobilité volontaire devient de plus en plus difficile alors que les **mutations forcées** vont se multiplier avec les « désassociations » et regroupements d'unités. Quel genre de représentants souhaitez-vous ?

Ces élections servent aussi à désigner les syndicats « représentatifs », ceux qui auront le droit de s'exprimer en votre nom, et qui auront accès aux informations indispensables pour le faire, ceux qui siègeront dans toutes les autres instances paritaires. Face aux attaques qui se multiplient contre notre organisme, contre notre outil de travail, il vous appartient de choisir entre les syndicats qui iront « négocier des aménagements » et ceux qui assument pleinement leurs engagements.

Des élus engagés, indépendants et combattifs

Les candidats soutenus par Sud-Recherche-EPST défendent des valeurs définies par les adhérents du syndicat, sans dépendre d'une « stratégie » de pouvoir. Il s'engagent en particulier pour :

➔ **L'équité et la solidarité entre tous les agents.** Les CAP vont malheureusement devenir des instances de plus en plus sollicitées. Nos élus **s'engagent** à s'y comporter en véritables représentants de **tout le personnel**, pas seulement de dossiers « signalés ». Ils n'ont rien à attendre de la direction et refusent que l'avenir d'un individu dépende de considérations gestionnaires. Leur engagement pour les valeurs de Solidaires est garant de leur combativité et de leur indépendance.

➔ **La défense du personnel,** pas le partage de miettes de pouvoir. Nous souhaitons rétablir les CAP dans leur rôle de **véritables alternatives à des solutions hiérarchiques**. Dans la défense des cas individuels, nous mettrons en évidence la situation concrète de l'agent dans son environnement hiérarchique et social, et démonterons la mécanique du conflit (les causes profondes, les responsabilités réelles et les solutions possibles). Nous refusons que les sanctions disciplinaires soient un instrument de gestion du personnel.

➔ **La transparence et l'information de tous.** L'existence de représentants attentifs à la défense des personnels oblige l'administration à débattre de ses critères d'attribution des promotions ou à motiver ses décisions, y compris disciplinaires. Nos représentants **s'engagent** à rendre publics tous les abus dont ils auraient connaissance dans l'exercice de leur mandat (prime abusive, détachement imposé, blocage de l'administration,...).

Un syndicat au coeur du combat

Sud-Recherche-EPST a dénoncé dès le début les dangers inhérents au « Pacte sur la Recherche », à la « LRU »... Nous avons tout fait pour construire une action unitaire contre les attaques que le service public de recherche subissait, et pas seulement au CNRS.

A l'heure où certains envisagent tranquillement une acceptation passive des réformes, accommodées de quelques concessions de façade, nous ne sommes pas prêts à renoncer à **la défense des missions de service public, à l'expression des revendications du personnel, et à la lutte contre l'asservissement des personnels** par une précarité toujours accrue, des personnes comme des équipes.

➔ **Nous refusons d'échanger l'emploi statutaire** contre des CDDs!

➔ **Nous refusons le salaire « individualisé », « au mérite »,** en fait à la tête du client !

➔ **Nous refusons la destruction des organismes de recherche,** remplacés par des instituts sous contrôle des politiciens.



- | | |
|-----------------------------------|------------------------------------|
| - Caroline BOURLET - IR1- (SHS) | - Véronique GINOUVES - IR2 - (SHS) |
| - Yves BERCHADSKY - IR1- (Chimie) | - Vanessa TOCUT - IR2 - (IN2P3) |
| - Valérie GIVAUDAN - IR1- (MC) | - Jean LESREL - IR2 - (IN2P3) |
| - Jean-Paul LACHARME - IR1- (SHS) | - Bernard ORIOLA - IR2 - (ST2I) |
| | - Vincent BOURDIN - IR2 - (ST2I) |
| | - Laurent WEINHARD - IR2 - (ST2I) |

s'engagent résolument et solennellement sur ces bases.

SUD-Recherche-EPST	Les valeurs de SOLIDAIRES
<p>Sud-Recherche-EPST, fondé en 2003, est un syndicat inter-catégoriel qui regroupe tous les EPST, car le CNRS, l'INRA, le Cemagref, l'INSERM, l'INRIA...ont tous des chercheurs et des ITA régis par les mêmes textes, et parce que nos Directions se coordonnent au niveau ministériel pour arrêter des positions communes.</p> <p>Notre solidarité se manifeste par la participation active aux conflits sociaux marquants et aux mobilisations contre le chômage, la précarité, les inégalités et toutes les formes de discrimination et d'intolérance, par notre présence dans l'intersyndicale de la Recherche, ainsi que par l'adhésion à l'Union Syndicale Solidaires.</p>	<p>⇒ Un syndicalisme de contre-pouvoir qui lie défense quotidienne des salariés et transformation de la société</p> <p>⇒ Un syndicalisme de lutte pour la construction de réels rapports de forces face au marché et au capital (membre fondateur d'ATTAC)</p> <p>⇒ Un syndicalisme de lutte pour la mise en œuvre de projets alternatifs et solidaires favorables aux salariés, chômeurs, précaires, pauvres...</p> <p>⇒ Un respect des positions de chaque syndicat, un fonctionnement piloté par la base, hors du jeu de délégations de pouvoirs des grandes organisations syndicales.</p>

La Recherche, bien public, devient le laboratoire de la politique du gouvernement : plus d'emplois précaires et plus de profits pour les entreprises privées.

Après la LOPR, la création de l'AERES et de l'ANR, et avec la mise en place de la loi LRU, le démantèlement de la recherche publique en général, et du CNRS en particulier, et son asservissement aux entreprises privées s'accroissent. C'est maintenant sa pluridisciplinarité et son indépendance scientifique qui sont remises en cause avec la création au pas de charge et sans concertation des instituts, instruments d'un pilotage étroit du gouvernement sur les activités de recherche.

Ce sont des pans entiers de la recherche que le gouvernement, avec la complicité de la direction du CNRS et de certaines organisations syndicales, veut sacrifier sur l'autel de la rentabilité et du mercantilisme.

Ni la promesse de carrières améliorées pour une élite restreinte - **la fin de l'esprit d'équipe** - ni l'augmentation de financements sur **projets à courte portée**, ni le recours à des primes individuelles ne pourront justifier la précarité et l'abandon d'une des forces de la recherche publique : sa capacité de travailler sur le long terme. **Nous souhaitons mettre tous les personnels** au cœur de la politique de la recherche, améliorer les conditions de travail et les carrières de tous, et en finir avec les situations précaires inacceptables, en obtenant la programmation pluriannuelle des emplois et des moyens. Par nos combats, nous veillons à ce qu'aucune catégorie de personnel ne soit oubliée, et à ce que **les missions de service public de la recherche** ne soient pas détournées.

Nos principales revendications immédiates pour le personnel :

- ⇒ L'évaluation du nombre de personnels en situation précaire et des besoins en emplois permanents, et un plan d'intégration de tous les personnels précaires
- ⇒ Le développement des recrutements en catégorie B et C afin d'éviter la surqualification et de répondre à la mission sociale d'intégration de la fonction publique
- ⇒ L'adaptation du corps à la fonction réellement exercée (qualification), par un plan de reclassement
- ⇒ La revalorisation des carrières, notamment de leur début
- ⇒ Le déblocage des carrières, rejet de l'individualisation des salaires
- ⇒ L'intégration dans le salaire des primes, après harmonisation des taux vers le haut.
- ⇒ Pas de salaires sous 1500€ net, 300€ net de rattrapage de pouvoir d'achat, et non pas une aumône sous-évaluée comme la GIPA (Garantie Individuelle de Pouvoir d'Achat)
- ⇒ La garantie de pouvoir exercer une expertise et une expression indépendante du pouvoir politique
- ⇒ Le droit d'être fier de travailler pour l'intérêt général et non pas pour les profits de quelques gros actionnaires

*Rejoindre Sud-Recherche-EPST, c'est tenter ensemble de relever tous ces défis. Ne nous laissons pas aveugler par le dogme de la pensée unique : un autre monde est possible.
Gagnons-le ensemble !*

**Voter SUD-Recherche-EPST,
c'est VOTER AUTREMENT
et ETRE SOLIDAIRES**